

Le savoir économique et les défis contemporains*

Aristote, dans son *Politique* rapporte comment, sans doute vers 600 avant Jésus Christ, un certain Thalès de Milet – celui du théorème si je ne m'abuse – prévoyant pendant l'hiver une forte récolte d'olives, acheta des droits d'utilisation des presses à huile à Chio et Milet, et s'enrichit en les revendant après la récolte. Cette anecdote, et j'aurais pu remonter et évoquer la Bible et Joseph ou encore le code d'Hammourabi, démontre que la réflexion sur la société est une activité spontanée, sans doute aussi vieille que les sociétés, et qu'il n'y a pas d'antériorité évidente de la pensée sur la nature, sur la société.

Ce qui vaut pour la pensée spontanée n'est pas nécessairement vrai pour la pensée savante, et plus encore pour sa forme moderne dominante, la pensée scientifique. Celle-ci procède, vous le savez, de l'exercice de l'esprit critique et du doute systématique et fait vertu de l'usage de la raison et de la soumission aux faits (1). Elle s'est développée lentement, mais c'est clairement dans le domaine des sciences de la nature qu'elle a connu ses premiers succès spectaculaires.

L'émergence de disciplines scientifiques constituées, organisées autour d'un corpus de connaissances, qui pour son accumulation, mobilise dans la continuité une communauté intellectuelle, est plus tardive dans les sciences sociales. On fait souvent remonter à Adam Smith puis David Ricardo, c'est-à-dire à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle, l'émergence de la discipline économique, même si elle se fonde sur un savoir antérieur significatif (Quesnay, Turgot...). La naissance d'une discipline sociologique – et du terme pour la désigner – est plus récente et précède à son tour celle de l'anthropologie. Et aux sciences de la société viendront s'ajouter, dans leur forme moderne, les sciences de l'homme: psychologie, linguistique.

Avec l'essor des premières sciences sociales, la méthode scientifique a été revendiquée par des disciplines traditionnelles qui n'avaient pas songé antérieurement à s'en réclamer. Ainsi, l'histoire, telle que la conçoit l'Ecole des Annales, non seulement s'appuie sur les sciences sociales mais y revendique son appartenance. Tel est bien le sens de la création de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, l'EHESS, issue de la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études. L'historien Fernand Braudel installe sa discipline au centre du dispositif institutionnel de l'EHESS, entre l'économie et la sociologie. Aujourd'hui, les sciences de l'homme et de la société, telle est

Roger Guesnerie

Collège de France
(roger.guesnerie@
college-de-france.fr)

* Texte à l'appui de la conférence prononcée comme «Leçon inaugurale» à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales (Université Mohammed V-Agdal), le lundi 28 octobre 2013, dans le cadre des «Grandes conférences» organisées par l'Académie Hassan II des sciences et techniques.

(1) Raison et observation en sont les deux leviers.

l'appellation officielle dans le système administratif français, rattachées à une dizaine des quarante sections du CNRS, constituent un ensemble quelque peu hétérogène, où toutes cependant font référence, sinon révérence, à la méthode scientifique.

Quelles différences entre sciences de l'homme et sciences de la nature ?

A s'en tenir au mode de fonctionnement des disciplines, aux formes de mobilisation des communautés scientifiques, aux modes de débat et de transmission du savoir, peu de choses les distinguent. Les unes et les autres se développent en se spécialisant et en divisant leur objet, voire en modifiant leurs frontières. La mutation de l'histoire des Annales, chère à Braudel, conduit à une certaine émancipation des spécialités de l'histoire économique, l'histoire sociale et l'histoire culturelle, tandis que, par exemple, l'anthropologie historique revendique une certaine autonomie entre histoire et anthropologie (2). Pour quitter le terrain de l'EHESS, en restant dans celui de l'économie, l'évolution multiplie les spécialités : macroéconomie, commerce international, mais aussi économie du travail, sciences de la gestion et finance. Aussi, comme dans les sciences de la nature, scissiparité et recomposition vont de pair. Et des champs de savoir qui revendiquent une position surplombante vis-à-vis des sciences sociales ont récemment acquis une certaine autonomie intellectuelle et parfois administrative, je pense à la théorie des jeux ou aux sciences cognitives.

Les différences des pratiques scientifiques sont, elles, bien visibles, même pour l'observateur extérieur le moins perspicace. Par exemple, l'expérience de terrain, une forme d'immersion distanciée dans la vie des populations, si possible quelque lointaine tribu océanienne, est constitutive de la formation scientifique de l'anthropologue. La pratique du sociologue fait souvent une grande place au recueil d'informations par l'enquête, qu'elle soit fondée sur l'entretien ou sur la mesure. L'économiste, j'y reviendrai, fait souvent du recours conjoint à la modélisation mathématique et à l'analyse statistique une des mamelles de sa différence disciplinaire.

Ces différences de pratique sont l'ombre portée de différences plus significatives, c'est-à-dire de différences de méthodologie, voire de conceptions de la scientificité. A vrai dire, les sciences sociales, constituées autour d'objets différents, les relations marchandes, les classes sociales, les sociétés indigènes, ont développé des outils d'analyse qui reflètent la diversité de leurs préoccupations. La personnalité scientifique de chaque discipline est ainsi indissociablement associée à son objet mais aussi à sa méthode.

Avant d'aller plus loin, il me faut donc dire quelques mots sur la méthodologie de l'économie. Parmi toutes les disciplines des sciences de l'homme, c'est celle qui, à tort ou à raison, s'est efforcée de rester la plus fidèle à la méthode des sciences dures, celle qui sans doute s'est le plus essayé à concrétiser l'utopie de la « physique sociale », chère à Auguste Comte. En témoigne ce que l'on appelle la méthodologie économétrique, celle dont la *Société d'économétrie*, créée en 1933, a été le vecteur et dont l'hégémonie dans

(2) Ce qu'on appelait économie, dans le dispositif institutionnel initial de l'EHESS, recouvre aujourd'hui démographie et mathématiques sociales.

la pratique contemporaine de la discipline a suscité des remous sur lesquels je reviendrai. Le manifeste de la *Société d'économétrie* est éloquent : L'«objectif est de promouvoir des études qui visent à l'unification des approches théorico-quantitatives et empirico-quantitatives et qui sont pénétrées par un raisonnement constructif et rigoureux tel que celui qui est venu à dominer dans les sciences de la nature (3).»

La méthode économétrique a ainsi contribué à installer dans la recherche économique une division du travail analogue à celle de la physique. L'économie théorique tendra alors à devenir une activité autonome comme l'est la physique théorique, qui donne une grande place à la construction de modèles mathématiques des phénomènes économiques. Mais cette activité de modélisation se distinguera peu à peu de l'économie mathématique – prise au sens strict du terme – que l'on peut associer à Gérard Debreu et à ses élèves, tout comme la physique mathématique se distingue de la physique théorique. L'économie empirique, le pendant de la physique expérimentale, est, elle, associée à l'observation et à la mesure des phénomènes. Elle fournit les matériaux nécessaires au test des théories, test qui mobilise, depuis que dans les années 40 Haavelmo a convaincu la profession du mérite de la théorie probabiliste, des méthodes statistiques éventuellement sophistiquées. Voici rapportée à grands traits, voire quelque peu caricaturée, une logique viendra organiser, de façon parfois dominante, même si elle n'est pas exclusive, le travail intellectuel dans la discipline.

Je décris ici la méthodologie sans en faire l'apologie, je reviendrai sur ses mérites et ses failles. Je voudrais à ce stade faire trois remarques.

Premièrement, la méthodologie économétrique installe une dialectique entre les constructions intellectuelles et les faits qui essaie de transposer à l'univers économique les exigences de soumission aux faits des sciences dures. Elle entend se prêter, au moins dans son principe et jusqu'à un certain point, à l'exercice de la réfutation dont le philosophe Karl Popper fait la clé de voûte de la démarche scientifique. On ne peut cependant, sans excès, la qualifier de «réfutationniste» ou de «confirmationniste».

Deuxièmement, la Société n'est pas un club de pensée étroit : avant la guerre, la liste de ses présidents – Keynes l'a été, Schumpeter aussi – témoigne de son éclectisme scientifique. Son manifeste, dans les catégories de Kuhn et Lakatos, ne définit ni un paradigme, ni un programme de recherches. En militant pour une approche quantitative qui articule le «théorico-quantitatif» et «l'empirico-quantitatif», il prescrit certaines méthodes de la «science normale», mais sans prétendre la régir tout entière. Vous noterez en particulier qu'il ne se prononce pas sur le bien-fondé de l'hypothèse de rationalité, celle qui sous-tend la fiction de l'*homo œconomicus* qui a joué un rôle déterminant dans nombre de constructions de la science économique et que ses voisins disciplinaires associent soit à l'orthodoxie de la discipline, soit à la discipline tout entière.

(3) Noter que l'auteur de ce manifeste s'appelle Joseph Schumpeter.

Troisièmement, par l'accent qu'elle met sur la mesure et le quantitatif, la méthodologie économétrique trahit son origine disciplinaire, même si les principes qu'elle énonce peuvent paraître d'application plus large. Sans doute Pareto, qui fut à la fois un grand économiste et un sociologue d'importance, aurait-il adhéré à la méthodologie économétrique s'il l'avait connue, mais en limitant son champ à celui qu'il assignait à l'économie, celui des « actions logiques », et en lui refusant une pleine pertinence dans le champ des « actions non logiques » qu'il jugeait dévolu à la sociologie.

Notez, cependant, qu'en singularisant leur méthode, les sciences sociales ont la tentation de l'appliquer à l'étude d'autres objets. Toutes ont de ce fait des tentations impérialistes. Ainsi la science économique a-t-elle exporté en dehors du champ de l'économie le modèle rationnel que je viens d'évoquer. Gary Becker, dont l'activité à l'université de Chicago le rattachait à la fois au département d'économie et à celui de sociologie, a scandalisé en élargissant le domaine d'application du modèle de l'*homo-œconomicus*, par exemple, à l'explication du mariage et du divorce. Sans discuter ici du succès de ces greffes, elles constituent, à mon sens, des tentatives légitimes dans leur principe. Il est nécessaire et sain d'éprouver les limites du paradigme rationnel, et on ne peut le faire qu'en le faisant fonctionner à la limite, au sens où la résistance des matériaux est éprouvée par des essais limites. Par ailleurs, le choc des impérialismes disciplinaires, au-delà de ses aspects apparemment négatifs, est la forme que prend aujourd'hui l'espoir d'une science sociale réunifiée.

Voici donc évoqués les domaines de réflexion des sciences de l'homme et de la société, leur quête de scientificité, les avatars multiples, souvent lointains, parfois contradictoires, de la méthode des sciences de la nature qu'elles ont produite. J'en viens au plus difficile, c'est-à-dire à tenter de cerner les différences entre sciences de la nature et sciences de la société, en allant au-delà des observations les plus évidentes – celles que je viens de faire – ou des lieux communs les plus usés – que j'ai essayé d'éviter. Mais, évidemment, je ne veux pas vous infliger un pensum d'épistémologie érudite – dont je ne suis pas sûr d'être suffisamment instruit – je me propose simplement d'évoquer aussi simplement que possible, et quitte à trop schématiser, deux ou trois idées tirées de la pratique de ma discipline. Quitte à trop restreindre le matériau sur lequel s'appuie l'analyse, j'illustrerai l'argumentation en me référant à deux « objets » de la science économique ou, si l'on préfère, à deux phénomènes qu'elle est censé éclairer ou expliquer. J'ai choisi ces « objets » ou faits de référence pour leur intérêt propre, mais aussi pour l'écho qu'ils ont dans notre actualité économique.

Le premier « fait » relève de l'histoire économique. La mondialisation économique que nous observons aujourd'hui, on ne le sait pas assez, n'est pas une première historique. Elle a eu un précédent au 19^e siècle. Jeffrey Williamson, professeur à Harvard, et Williams O'Rourke, un de ses élèves, en proposent une analyse approfondie dans un ouvrage publié en 1999

qui s'intitule *Globalization and History: the Evolution of a 19th Century Atlantic Economy*. L'économie atlantique, dans leur vocabulaire, recouvre approximativement ce qu'on appelle aujourd'hui les pays de l'OCDE.

Ce mouvement de globalisation trouve son premier moteur dans l'abaissement continu des coûts des transports qui s'est poursuivi pendant tout le 19^e siècle: construction des canaux qui, par exemple, mit en relation les différentes régions des USA (le canal Erié construit vers 1820 réduisait de 85 % le coût des transports entre Buffalo et New York); essor des chemins de fer qui, par exemple en France, connut une croissance à deux chiffres entre 1850 et 1870 (multiplication par 8 du kilométrage des liaisons); progrès des transports maritimes qui vit la vapeur reléguer la navigation à voile dans un rôle secondaire; et un bateau, qui s'appelait simplement *le Frigorifique*, amena pour la première fois en 1876, la viande argentine vers l'Europe.

Cet abaissement des coûts des transports a été relayé – c'est le deuxième moteur de la globalisation économique – par les progrès rapides des politiques de libéralisation des échanges. Le mouvement part de l'Angleterre qui, en 1846, décide unilatéralement l'abrogation des *Corn Laws* (lois sur les céréales qui protégeaient l'agriculture britannique). Le traité Cobden-Chevalier de 1860, qui démantèle une partie des protections douanières entre la France et l'Angleterre donnera le signal d'une série de traités bilatéraux qui libéraliseront les échanges dans toute l'Europe. Les résultats seront particulièrement spectaculaires pour les produits agricoles: par exemple, au début du vingtième siècle, les écarts des prix du blé sont de 15 % entre Chicago et Liverpool et pratiquement nuls entre Liverpool et Odessa.

Last but not least, l'internationalisation du marché des capitaux n'est pas en reste et préfigure celle que la libéralisation des marchés financiers des 20 dernières années a suscitée.

Quelles ont été les conséquences économiques de la globalisation du 19^e siècle? Je mettrai l'accent, suivant en cela Williamson et O'Rourke, non sur la croissance, qui en constitue une des dimensions, mais sur la distribution des revenus. Si l'on en croit leur ouvrage, l'histoire économique du siècle a été dominée par une tendance à l'égalisation du prix des facteurs qui, sans être instantanée et complète, a été continue et progressive. Par exemple, la rente foncière réelle, c'est-à-dire corrigée des effets nominaux dus à l'inflation, a été multipliée par 4 en Australie, 2,5 aux Etats-Unis, un pays où la terre est abondante, et divisée par 2 au Royaume-Uni. L'évolution des salaires entre pays et continents reflète, quoique de façon beaucoup moins spectaculaire, les dotations relatives (4). Ce phénomène, qui pourra vous surprendre, reflète une tendance à l'égalisation du prix des facteurs dont les mécanismes n'ont été formulés avec clarté qu'au début du 20^e siècle par les économistes suédois Eli Heckscher et Bertil Ohlin. Ce qu'on appelle depuis l'effet Heckscher-Ohlin conduit à prédire qu'un effet majeur du commerce international est de rapprocher les prix (absolus et relatifs) des facteurs de production dont les pays parties à l'échange sont inégalement dotés. Ainsi,

(4) La croissance du salaire est plus rapide en Europe où la main-d'œuvre est relativement abondante qu'en Amérique où elle est relativement rare.

au 19^e siècle, le commerce fait monter le prix de la terre en Australie, où elle est abondante et où son prix est initialement bas, et le fera baisser en Angleterre, où elle est rare et son prix initialement élevé.

Voici mon premier matériau de référence. Je serai plus bref sur le second, puisqu'il s'agit simplement du marché boursier. Chaque jour, sur les marchés boursiers du monde entier s'échangent des actions, qui sont des titres de propriété sur les entreprises cotées, les droits qui leur sont attachés s'exerçant dans le cadre de règles légales particulières. Nous avons des données considérables et détaillées sur les cours, leurs fluctuations, la volatilité des marchés, les krachs boursiers, etc. La science économique est, au premier chef, concernée par le fonctionnement d'une mécanique située au cœur de l'économie capitaliste de marché. Elle cherche aussi bien à expliquer le passé qu'à prédire le futur. Permettez-moi d'évoquer quelques questions qui relèvent de la finance *stricto sensu*: le prix d'aujourd'hui est-il le meilleur prédicteur du prix de demain? Quels sont les liens entre les prix des divers titres proposés? En quoi l'évolution des prix, vue comme processus stochastique, diffère-t-elle d'une marche aléatoire (5)? D'autres plus générales: quelles relations y a-t-il entre la Bourse et l'activité économique générale? etc.

(5) Comme Bachelier l'a conjecturé au début du siècle.

Voici donc mes deux exemples. Sans en dire plus à ce stade, il est évident qu'ils relèvent de choix différents de perspective, un marché spécifique ou bien l'économie mondiale, et de temporalité, d'un côté, un épisode historique singulier et, de l'autre, un phénomène répétitif. Ils ne constituent qu'un échantillon extrêmement limité de questions économiques ou de problèmes auxquels sont confrontés les économistes. Prétendre qu'il est représentatif m'exposerait à de vives critiques justifiées. C'est simplement dans mon esprit un échantillon illustratif.

Je peux en venir maintenant à l'examen des différences fondatrices entre sciences de la nature et sciences sociales. J'en retiendrai trois. Chacune est d'une certaine manière banale. Mais leur entrecroisement l'est moins. Sur ces trois différences, deux signalent des handicaps des sciences de la société, vis-à-vis des sciences de la nature. Ce n'est pas le cas de la première! La voici.

La recherche dans les sciences de la société peut se fonder sur l'expérience personnelle du phénomène à l'étude. Le chercheur peut donc se fier, dans une certaine mesure, à une intuition que sa familiarité avec le phénomène à l'étude suscite (6). Il peut donc se livrer à une certaine forme d'introspection. Certains épistémologues ont considéré avec suspicion la démarche introspective. Elle introduit éventuellement le préjugé que, justement, la démarche scientifique s'attache à combattre. De fait, la recherche d'objectivité, dans l'analyse sociale, résulte d'une tension particulièrement douloureuse, soit parce que les préjugés du chercheur sont difficiles à extirper tant l'appréhension du social mêle affects et intérêts, soit aussi parce que la curiosité initiale qui va déterminer le goût pour l'étude de la société accompagne souvent une inclination militante qui ne fait pas toujours bon ménage avec l'objectivité. Pourtant, Edmond Malinvaud a commenté

(6) Et qui relève de ce que H. Simon appelait la *long term memory*, celle qui n'est pas nécessairement accessible à la conscience.

favorablement ce recours à l'introspection pour l'étude des phénomènes économiques: «L'économiste a un avantage sur ceux qui pratiquent l'induction dans le monde physique. Le savant a une connaissance directe du monde qu'il observe par ailleurs, connaissance fiable, malgré les réserves que sociologues ou psychologues pourraient émettre, connaissance dont l'oubli serait dommageable à la connaissance des phénomènes.»

La deuxième différence est la plus banale en même temps que la plus incontournable et, peut-être, la plus difficile à élucider: les sciences de la société ne peuvent recourir à l'expérience contrôlée qui constitue la pierre angulaire de la démarche scientifique des sciences physiques et chimiques. Les faits économiques sociaux relèvent d'expériences singulières et ne sont pas en toute rigueur reproductibles. Certes, on pourrait arguer que le monde physique a lui-même une dimension historique et que, par exemple, l'expérience de Morley Michelson, qui réfute l'hypothèse d'un éther fixe par rapport auquel s'évaluerait le déplacement de la lumière, s'effectue dans un environnement où la configuration des planètes et des galaxies s'est modifiée entre aujourd'hui et il y a un siècle. Pourtant, il est abusif d'utiliser le même mot "répétition" pour désigner la reproduction à 100 ans d'intervalle de l'expérience de Morley Michelson et, par exemple, la réapparition d'une crise financière, disons la crise du peso de 1994 et la crise asiatique de 1998. Dans un cas, l'usage du mot est fondé sur une évidence empirique massive de la permanence de l'absence de déplacements des franges d'interférences; dans l'autre, l'évaluation du degré de similarité des événements, et donc de la légitimité des comparaisons qu'ils permettent (pour construire une quasi-expérience), repose sur des opérations mentales dont le fondement empirique de dernière instance reste le plus souvent ambigu.

Jean-Claude Passeron, dans *le Raisonnement sociologique: l'espace non poppérien du raisonnement naturel* va plus loin: «La sociologie dont l'observation porte sur des configurations jamais intégralement réitérées dans le cours de l'histoire et dans le cours des civilisations, rencontre nécessairement, comme limite de ses aspirations expérimentalistes, la singularité des contextes historiques dont la richesse dépasse les possibilités d'une analyse expérimentale qui ne peut maîtriser strictement que ce qu'elle est capable d'énumérer.» Dans quelle mesure ce jugement, qui mérite en lui-même un commentaire qui dépasse le cadre de cet exposé s'applique-t-il à l'économie? Discutons-en à partir de mes deux faits de référence.

La mondialisation du 19^e siècle ne constitue bien sûr en aucune façon une expérience contrôlée au sens de la physique; nous ne pouvons la reproduire, et encore moins la reproduire en changeant certains paramètres, par exemple en modifiant certains articles du traité Cobden-Chevalier ou en ralentissant le rythme du progrès technique dans les transports!

Et la mondialisation économique que nous connaissons aujourd'hui ne constitue aucunement une répétition des événements du 19^e siècle. Sans vouloir dresser une liste des différences – dont Passeron nous dit qu'elle peut

être longue et dont j'ai dit plus haut qu'elle peut résulter d'un jugement qui n'a pas de fondements empiriques de dernière instance – on peut, pour en évoquer une, souligner que la structure de nos économies a considérablement changé depuis 1850. L'accroissement des échanges commerciaux au 19^e siècle prenait place dans des économies à dominante agricole, alors qu'aujourd'hui c'est l'échange des produits industriels, et peut-être demain celui des services, qui est, ou sera, prépondérant. Aussi, les leçons que l'on peut tirer de la première mondialisation pour éclairer la seconde peuvent être très ambiguës. On l'a bien vu dans les débats tumultueux qui ont opposé les économistes sur l'explication du décrochage spectaculaire des salaires des non-qualifiés vis-à-vis des salaires des qualifiés que l'on a observé aux USA dans les années 80. Une part du phénomène tient, sans doute, à l'effet que j'ai mentionné tout à l'heure, l'effet Heckscher-Ohlin : la concurrence des pays à bas salaires tendrait à accroître les salaires des non-qualifiés dans les pays en développement et à le faire baisser aux Etats-Unis. Mais d'autres explications ont mis en avant le rôle d'un facteur nouveau – au sens où il a peu de pouvoir explicatif au 19^e siècle – le progrès technique ou plutôt une certaine forme nouvelle de progrès technique dans la production. En deux mots, alors que le progrès technique des Trente Glorieuses aurait été neutre, celui de la fin du 20^e siècle est biaisé – je n'explique pas les mots en les espérant suffisamment évocateurs – et c'est ce biais qui avantage le travail qualifié et distord la rémunération. Sans qu'il y ait consensus, une majorité des économistes parties au débat juge que les études économétriques permettent d'affirmer la prépondérance de l'effet « progrès technique » biaisé.

Pas de répétition donc. Il n'en reste pas moins que la confrontation des expériences nous fournira de l'information sur l'une et l'autre. Mais il faut pour cela être capable d'identifier les différences, c'est-à-dire de voir les deux épisodes comme deux concrétisations d'un phénomène plus englobant dont, cependant, « la richesse ne doit pas dépasser les possibilités d'une analyse expérimentale », pour employer les termes de Passeron.

Venons-en au marché boursier. A nouveau, en toute rigueur, la réalisation d'une trajectoire, par exemple celle du prix des actions sur une période donnée, constitue un événement singulier. Cependant, la répétition quotidienne des opérations boursières en fait un phénomène répétitif enrichissant la quasi-expérience qu'il permet de construire, au point de la rendre susceptible de livrer une information proche de celle que les sciences de la nature tirent de l'expérience contrôlée. Sans doute Passeron jugerait-il que le phénomène entre dans ce qu'il appelle, appellation contestable, l'espace poppérien.

Les économistes, je crois, accepteraient dans leur majorité les grandes lignes de l'analyse qui vient d'être esquissée. Mais ils en atténueraient l'opposition entre singularité et répétitivité. Et sans doute la plupart, tout en concédant que la richesse inégale des données disponibles pour l'explication de mes deux phénomènes affecte la force des conclusions qu'on peut obtenir,

n'y verraient pas une différence de nature, mais seulement de degré, qui n'appelle pas une différence de méthodologie d'étude. Ils souscriraient au postulat d'uniformité de traitement qu'adopte implicitement le « manifeste économétrique ».

Pour aller dans ce sens, il est vrai que les faits pertinents pour comprendre la mondialisation du 19^e siècle débordent très largement l'épisode à l'étude. Par exemple, ce que dit l'abbé Galiani sur le commerce des blés entre régions en France au 17^e siècle est sans doute pertinent pour comprendre l'échange entre pays au 19^e. Ceux qui ont lu l'abbé Galiani ne seront sans doute pas en désaccord avec cette affirmation. Allant plus loin encore, et même s'il est vrai que le travail de Heckscher-Ohlin est postérieur au 19^e, la compréhension que les meilleurs économistes avaient des mécanismes de marché au milieu du 19^e aurait pu conduire un esprit lucide, doté de remarquables talents logiques et de quelque flair empirique, à anticiper l'analyse de Heckscher-Ohlin, c'est-à-dire à reconnaître la logique à l'oeuvre dans les *faits stylisés* que j'ai décrits avant qu'ils ne se produisent.

La confiance dans les capacités de l'esprit à dévoiler les mécanismes du marché, à partir d'observations limitées dont le raisonnement démultiplie le caractère informatif, était en fait très largement partagée par les économistes du 19^e, eussent-ils des idées aussi différentes sur l'économie que, disons, Marx ou Marshall. Mais je crois les conceptions des économistes sur ce sujet trop influencées par l'idée, commune à tous les grands auteurs du 19^e, que l'environnement était suffisamment stationnaire pour que leur analyse adopte cette hypothèse. Le progrès technique, celui des transports au 19^e ou celui de la révolution informatique au 20^e, introduit une non-stationnarité, qui n'est pas liée à l'incertitude sur la stabilité des comportements ou des institutions, mais à l'imprévisibilité fondamentale qui s'attache au progrès du savoir sur la nature et à l'innovation technologique. En insistant sur les différences entre mes deux phénomènes choisis pour référence, je souhaite modestement, et sans trop d'illusions, suggérer des pistes pour la confrontation du point de vue de l'économiste avec celui de spécialistes d'autres disciplines plus sensibles à la problématique de la temporalité.

Les difficultés que je viens d'évoquer éclairent le rôle de la modélisation mathématique, et subsidiairement de l'analyse statistique, en science économique. Par exemple pour Robert Lucas, prix Nobel d'économie et l'un des économistes les plus influents de la fin du 20^e, le modèle mathématique est un substitut du laboratoire. Il permet en quelque sorte de simuler une expérience contrôlée, à un coût faible. Je pense que cette position a une valeur métaphorique plutôt qu'épistémologique. Car la modélisation mathématique n'est pas apparue comme substitut du laboratoire mais plutôt parce que la difficulté logique des questions à l'étude appelait en quelque sorte le prolongement du raisonnement par d'autres moyens. Aussi, si les mathématiques constituent quelque peu un substitut de l'expérience contrôlée, c'est comme éradicatrices de l'erreur logique: une théorie logiquement fausse

a peu de chances en physique de résister au test expérimental, les faits sociaux lui sont beaucoup plus amicaux ! Il faut donc être beaucoup plus attentif à la qualité du raisonnement.

Une remarque encore pour refermer cette parenthèse : comme tout produit de notre pensée, un modèle décrit un monde que l'on peut qualifier d'imaginaire ; mais le fait qu'il soit décrit par des équations ne le rend pas plus imaginaire que s'il était décrit avec des mots de la langue usuelle mais a l'avantage d'assurer qu'il soit à la fois imaginaire et cohérent. S'il est vrai que tous les mondes imaginaires et cohérents ne nous éclairent pas sur le réel, il est aussi vrai qu'un monde imaginaire et incohérent ne peut nous être d'aucune utilité.

J'en viens à une troisième et dernière spécificité des sciences sociales, le rôle qu'y jouent les représentations des agents économiques.

Les phénomènes économiques – comme les phénomènes sociaux – sont tirés par l'anticipation. Regarder l'avenir le change, disait Gaston Berger, maître en prospective des années 50. En économie, regarder l'avenir le construit. C'est l'image de l'avenir qui détermine la décision d'investissement de l'entrepreneur, en l'occurrence l'image de la demande qui s'adressera à son produit, du pouvoir d'achat de ses clients ou du secteur de l'économie, et de la politique présente ou future de ses concurrents.

Plus généralement, les faits économiques et sociaux sont des produits non seulement des faits objectifs qui les déterminent – par exemple en économie, l'état présent des techniques de production – mais aussi de ce que l'on peut appeler des représentations – j'utilise le mot en un sens volontairement vague, j'essaierai de le préciser. Ces représentations jouent un rôle essentiel dans les sciences sociales, même si l'on utilise des mots différents pour les désigner et des concepts différents pour les appréhender. *L'habitus* cher à Pierre Bourdieu est, chez les sociologues, l'un de ces concepts. Les économistes, eux, font procéder les décisions des agents à la fois de motivations, qui ont un caractère spécifique et individuel, et définissent formellement des préférences – et des représentations – qui sont associées aux anticipations. La théorie économique prend les motivations comme données, mais de plus en plus, même si cela n'a pas toujours été le cas, essaie d'expliquer les représentations sous la forme opératoire des anticipations (7).

Pour éviter des confusions inutiles, je vais illustrer les affirmations générales que je viens d'énoncer, à partir de l'exemple du marché boursier. Un titre donné, l'action d'une entreprise cotée, a une valeur fondamentale que la théorie économique explique à partir de la suite des dividendes que l'on peut en attendre. Admettons, pour la commodité du raisonnement, que cette valeur fondamentale est prévisible et bien fixée – ce qui permet d'oublier le reste de l'économie et de se concentrer sur le marché financier (8). Rien n'assure que la valeur d'un titre soit égale à cette valeur fondamentale. En effet, le prix qu'est prêt à payer un agent rationnel, appelons-le un spéculateur, si l'on veut, pour un titre aujourd'hui dépend, d'abord, du prix

(7) Si j'avais le goût du paradoxe, je dirais que la théorie sociologique fait souvent le contraire, elle prend les représentations comme une et essaie d'expliquer les motivations.

(8) C'est le point de vue de l'équilibre partiel par rapport à celui de l'équilibre général.

de ce titre demain – et éventuellement, mais je l'oublierai pour la commodité du raisonnement, du dividende demain. Si ce prix est suffisamment élevé pour compenser la charge d'intérêt liée à l'immobilisation de l'achat aujourd'hui, alors la décision d'achat est profitable. Dans ce raisonnement, la valeur d'un titre aujourd'hui dépend de sa valeur demain, et la référence à la valeur fondamentale a disparu. Naturellement, les choses sont moins simples: le prix demain dépend du prix d'après-demain et ainsi de suite, et la valeur fondamentale qu'on craint de faire sortir par la porte peut se réintroduire par la fenêtre. Mais la différence positive qui peut s'introduire ici entre la valeur fondamentale et le prix, et qu'on appelle parfois une bulle, fait du marché boursier un marché gouverné par l'anticipation. Si les difficultés d'une bonne prévision sont exacerbées par la présence éventuelle d'une bulle, elles sont aussi clairement identifiées. Prévoir le prix demain, c'est prévoir les prix que les autres demain prévoient pour après-demain ou, de façon équivalente, prévoir les prévisions que les autres demain feront sur les prévisions des autres après-demain et ainsi de suite... Voilà la manière dont s'introduit dans ce problème l'idée plus générale de représentation. Elle prend ici la forme d'une chaîne infinie d'anticipations sur les anticipations. L'hypothèse d'anticipations rationnelles tranche ce nœud gordien (9). Les prévisions des agents sont rationnelles au sens de la l'hypothèse que je viens d'évoquer lorsqu'elles créent les conditions de leur propre réalisation, c'est-à-dire qu'elles sont «auto-réalisatrices»: les anticipations sont exactes à chaque période comme le sont les anticipations sur les anticipations, etc.

Naturellement, les représentations, dont je viens de définir précisément le terme, c'est-à-dire les anticipations que les auteurs sociaux –ici les intervenants sur le marché financier– dans un système donné ont sur les variables du système qui les concernent, jouent un rôle, plus ou moins important selon le cas, mais un rôle dans tous les domaines de l'analyse des phénomènes économiques.

Mais le mot représentation a un sens plus large qui n'est pas réductible à celui que capture le concept d'anticipations des modèles formels: les acteurs économiques doivent avoir une opinion non seulement sur les variables du système pertinentes pour leur décision, mais aussi sur l'organisation du système lui-même. Ils peuvent décider d'en modifier les règles; c'est ce qui s'est passé au 19^e siècle, dans les années 1860, avec la contagion des traités commerciaux organisant le libre-échange puis, dans les années 1880, avec la réaction protectionniste généralisée qui suit les crises des années 1870 et qui aboutira en France aux lois Méline qui donneront une forte protection à l'agriculture. Ces changements politiques reflètent évidemment une modification des représentations; les partisans du libre-échange qui avaient convaincu la classe politique européenne et une partie de la société civile se sont retrouvés ensuite minoritaires après une ou deux décennies. C'est la France rurale qui impose les lois Méline; mais en Allemagne, au début des années 80, le virage protectionniste de Bismarck reflète les sentiments

(9) Juste une parenthèse pour vous dire qu'elle ne le fait pas nécessairement de manière satisfaisante – au sens où la théorie rend compte des faits de façon satisfaisante... puisqu'elle prédit soit le retour à la valeur fondamentale, soit, dans certains cas extrêmes, la persistance d'une valeur rationnelle, toutes prévisions dont beaucoup doutent qu'elles soient compatibles avec la volatilité observée sur les marchés financiers «réels».

d'une coalition hétéroclite incluant fermiers, mais aussi industriels et, jusqu'à un certain point, syndicats ouvriers. Mon objet n'est pas de faire l'analyse de ce retournement, même si évidemment il n'est pas sans intérêt pour notre propre histoire, mais de souligner une dimension de l'idée vague de représentation, celle des croyances des agents sur l'efficacité et la légitimité du système dans lequel ils sont immergés.

Faisons ici une halte, en revenant sur l'analogie avec la physique, pour mieux rebondir sur ses limites. Cette analogie suggère d'assimiler les acteurs économiques à des sortes d'atomes sociaux, comme le sont les agents individualisés de la théorie micro-économique (10), dotés de raisons d'agir et de réagir. Le thème de la singularité des événements économiques et sociaux que j'ai d'abord évoqué met en cause la possibilité d'observer les interactions de ces atomes dans des conditions de reproductibilité analogues à celles qui sont accessibles aux sciences de la nature. Mais le mouvement des « atomes sociaux », à la différence de celui des atomes du monde physique, ne dépend pas seulement d'un champ de forces objectif mais aussi de l'opinion que ces atomes ont sur leur avenir, opinion qu'ils doivent d'une certaine manière fonder sur l'ensemble des opinions de leurs « semblables » : c'est la variation analogique sur le thème des anticipations. Mais ces anticipations sont contingentes à un environnement fixé. Mon dernier point prolonge ma métaphore : les atomes sociaux doivent non seulement penser leur environnement, mais peuvent aussi le changer, c'est-à-dire modifier les règles du jeu, les institutions et l'organisation économique elle-même. Leurs représentations doivent donc aussi porter sur les effets de modifications endogènes du système sur son fonctionnement.

Ceci m'amène naturellement au problème de l'interaction entre les faits et les représentations, que je prenne le mot dans le sens strict, associé à l'idée d'anticipations ou dans le sens plus large que je viens d'esquisser. Avant d'aborder le sujet par un versant plus concret, c'est-à-dire en évoquant la formation et la reproduction des représentations sociales et la part de la pensée savante, par rapport à la pensée spontanée, dans la genèse de ces représentations, j'y entrerai par un versant plus philosophique, en posant le problème de la « vérité » des représentations, et d'abord le problème de la vérité des représentations savantes.

A quelle forme de vérité les représentations savantes des sciences sociales peuvent-elles aspirer ? Est-elle conforme à la vérité que traque la physique ? Permettez-moi d'abord quelques remarques naïves. Il est difficile d'imaginer une vérité sociale, au sens où il y a une vérité physique, dont le dévoilement n'affecte pas profondément les représentations sociales. Et si cette vérité devenait un jour éclatante, elle devrait s'imposer au moins après quelque temps et alors imprégner puis déterminer les représentations. Bref, s'il y a une vérité sociale, elle doit expliquer non seulement les représentations et les faits sociaux, mais imprégner, voire déterminer les représentations. C'est du moins cette philosophie – dont je ne suis pas sûr qu'elle soit aussi

(10) A moins qu'ils ne soient plutôt des molécules.

critiquable qu'elle en a l'air – qui figure en filigrane dans les réflexions des économistes sur les anticipations. Ainsi, en préambule de l'article fondateur du mouvement des anticipations rationnelles, Muth déclare: «*I should like to suggest that expectations since they are informed predictions of future events, are essentially the same as the predictions of the relevant economic theory.*»

Appliquée au marché boursier, cette position conduit à l'hypothèse d'anticipations rationnelles: l'image du futur de chaque intervenant est une image «vraie», en un certain sens probabiliste, mais conditionnelle à l'information dont chacun dispose. Cette théorie a le mérite de pouvoir être «vraie» au sens précis suivant: si elle est dévoilée par le savant, et adoptée par chacun, alors elle est «auto-réalisatrice». Mais elle est aussi vraie en un sens plus fort: si elle est connue et adoptée par tous et que chacun sait qu'elle est connue et adoptée par tous, alors elle est auto-réalisatrice. Notez que ces deux affirmations ne sont pas identiques. En particulier, les théories de l'évolution du marché boursier qui décrivent la survie des stratégies profitables – dans une logique néo darwinienne où la survie des espèces est remplacée par l'imitation des stratégies profitables – peuvent être vraies au premier sens sans l'être au second sens. Ma théorie auto-réalisatrice peut être vraie en un sens encore plus fort: si elle est connue et adoptée par tous et que chacun sait qu'elle est connue et adoptée par tous, et que chacun sait que chacun sait qu'elle est connue et adoptée par tous... et je peux continuer et aller à la limite jusqu'à la limite de la suite infinie d'affirmations: on dit alors qu'elle est une «connaissance commune» au sens du philosophe Lewis, qu'elle est connue et adoptée par tous.

Un des problèmes avec l'identification de la notion de vérité, vous pouvez contester le terme, avec une prophétie créatrice, prophétie auto-réalisatrice, «connaissance commune», est qu'elle peut être multiple. Par exemple, au début des années 90, Pierre-André Chiappori et moi-même avons tenté d'approfondir la notion de théorie auto-réalisatrice dans le cadre d'une variante du modèle qui a servi de support aux théories monétaires de Robert Lucas.

Nous avons, dans le travail évoqué, confronté deux théories, la première selon laquelle la monnaie n'a pas d'influence, sauf transitoire, sur l'activité économique, l'autre selon laquelle elle a effectivement de l'influence.

Nous avons démontré que si les deux théories étaient toutes correctement spécifiées, alors elles étaient toutes deux auto-réalisatrices, au sens où leurs prévisions ne pouvaient jamais être mises en défaut, même par un économiste sophistiqué. Comment dire alors qu'une théorie était plus vraie que l'autre? On peut trouver des arguments – simplicité, facilité d'apprentissage – qui donnent une plausibilité plus ou moins grande à l'une ou l'autre, mais, dans le contexte que nous considérons, il nous a paru totalement impossible de dire qu'une théorie était plus «vraie» que l'autre (11).

Pour quitter ce terrain, que j'ai la faiblesse de croire assez fondamental pour notre propos, mais qui a des chances de se dérober encore plus, si

(11) Nous avons tenu à établir dans un modèle canonique, qui a joué un rôle historique avéré dans le débat intellectuel moderne sur la politique monétaire, mais cette conclusion était en phase avec celle que l'on pouvait tirer de réinterprétation de résultats déjà obtenus dans des contextes voisins.

l'on veut passer du cadre assez délimité dans lequel je me suis placé à celui des sciences sociales en général, il suffit de constater que les représentations sociales des acteurs sociaux sont souvent assez éloignées de ce que l'on pourrait appeler, parodiant Muth, la « théorie sociale pertinente », pour penser que bien des difficultés logiques ou philosophiques que je viens d'évoquer ne sont pas tout à fait d'actualité. Est-ce parce qu'il n'y a rien qui puisse aujourd'hui s'imposer comme « théorie sociale pertinente » ou est-ce parce que celle-ci est méconnue ? Je laisse à chacun le soin de choisir.

Après cette évocation risquée de la dynamique de long terme des « théories sociales pertinentes » et des représentations, je vais, plus prosaïquement, faire quelques remarques sur les interactions entre la pensée savante, celle du savant en sciences sociales, et la pensée spontanée, donc entre les représentations savantes et les représentations « vulgaires », si l'on veut, des acteurs sociaux. Je partirai de deux opinions complètement opposées sur le sujet, mais qui ont chacune une part de vérité.

Premier son de cloche. Celui de George Stigler, qui commente ainsi l'abrogation des *Corn Laws* par l'Angleterre : « Si Cobden (l'économiste qui les a inspirées) avait bégayé en yiddish et Peel (le Premier ministre qui les a mises en œuvre) avait été un homme étroit et stupide, l'Angleterre n'aurait pas moins pris la route du libre-échange. » Stigler fait de cette décision historique le fruit de l'évidence éclatante qui se serait imposée à l'élite industrielle et urbaine qui, au Royaume-Uni, alors, supplantait l'aristocratie terrienne.

A ceci fait écho l'opinion apparemment contraire que je voulais solliciter, celle de Keynes qui a écrit dans une page célèbre : les « idées des économistes et des philosophes politiques, qu'elles soient justes ou fausses, sont plus puissantes qu'on ne le croit généralement. A vrai dire, il n'y a pas grand chose d'autre qui gouverne le monde ».

Qui a raison ?

La thèse de Stigler serait sans doute illustrée de façon plus convaincante par l'épisode d'histoire économique auquel j'ai choisi ici de faire référence. Les fortes réactions politiques à l'extension du libre-échange reflètent des perceptions sociales qui doivent, sans doute, peu aux économistes et beaucoup aux modifications de la distribution des revenus et qui sont devenues particulièrement douloureuses dans la période de récession des années 1870. Il est particulièrement intrigant que les effets du commerce international sur la distribution du revenu entre travail et terre, par exemple, dont Williamson et O'Rourke soulignent la prégnance et la permanence, semblent presque absents de l'agenda des économistes du 19^e siècle, pourtant friands de polémiques, et le sujet s'y prête.

L'autonomie de la pensée spontanée sur la société, telle que la suggère Stigler, peut aussi être plaidée d'autres points de vue. Par exemple, les convictions sur la société reposent sur des sentiments subjectifs liés à des informations localisées qui l'emportent sur l'information générale :

le sentiment sur l'égalité des chances ou sur la « récompense de l'effort » dans une société donnée est sûrement beaucoup plus déterminé par une expérience familiale ou de voisinage que par les statistiques objectives sur la promotion sociale ; et pour prendre un exemple plus extrême, on imagine mal le prolétaire du 19^e siècle soumis à des conditions de travail extrêmes et au risque de chômage être sensible à l'argumentaire d'Adam Smith sur les mérites de la main invisible. Pourtant, la thèse de Keynes retrouve ici de la pertinence : la pensée savante, en l'occurrence celle de Marx, fait écho à la pensée spontanée du prolétaire et lui donne une résonance toute particulière.

Le cas le plus favorable à la thèse de Stigler me semble cependant celui d'expériences où les singularités l'emportent sur les régularités historiques, de telle sorte que l'accumulation de la connaissance systématique est insuffisante pour bâtir un savoir solide. Plus les expériences historiques sont ou sont perçues comme singulières, plus elles s'éloignent des conditions d'une quasi-expérience, plus les enseignements de la pensée savante s'affaiblissent. L'exemple des expériences de planification de type soviétique est à cet égard éclairant. Faute de précédent, le pronostic des économistes devait s'appuyer sur l'extrapolation de la compréhension des mécanismes économiques anciens. Avec ce bagage, ce qu'ont dit les économistes qui se sont risqués *ex ante* à un pronostic n'est pas déshonorant *ex post*. Par ailleurs, le retard à percevoir les ratés du système économique planifié dans les années 60 s'explique en partie par la mauvaise qualité des informations disponibles. Malgré tout, la profession, du moins la part qui n'était pas guidée par des soucis apologétiques ou militants, n'a pas fait preuve d'une lucidité impressionnante. Elle n'a prévu ni les succès dans la phase de décollage, ni les difficultés à reconvertir une industrie lourde vers une industrie de biens de consommation, ni l'incapacité chronique de l'économie planifiée et *a priori* étonnante de l'économie planifiée à diffuser efficacement les innovations techniques dans des secteurs stratégiques.

Dans les expériences singulières dans le temps long ou semi-long de l'histoire, l'effort de mise à jour des représentations est mu non par la seule vigueur de la pensée, de l'élaboration savante, de l'observation sophistiquée mais aussi par la force de faits saillants ou traumatiques dont, à tort ou à raison, le message s'impose universellement et fait basculer l'opinion générale.

L'effondrement du système soviétique mais aussi la grande dépression des années trente, sont, à cet égard, les deux faits les plus saillants du 20^e siècle. Alors que le premier a imposé l'idée de l'impuissance des régulations spontanées du marché et de la nécessité d'interventions étatiques, l'échec du système de planification centralisée à rivaliser dans la production de richesses avec le système des économies de marché du capitalisme occidental développé, dont j'ai dit qu'il avait été lentement perçu par les spécialistes, a été accrédité auprès du grand public par la chute politique du régime

soviétique. Le discrédit des solutions de l'organisation centralisée qui en a résulté s'est parfois étendu, à tort ou à raison, à l'action gouvernementale en général.

Malgré toutes ces réserves, Keynes a souvent raison.

Revenons à l'abrogation des *Corn Laws*. Ce qu'en a dit Stigler est sans doute oublier un peu vite qu'aussi évidents soit-ils les mérites du libre-échange avaient été auparavant décortiqués et défendus par David Ricardo et par l'Ecole de Manchester et que l'évidence de l'intérêt doit peut-être, beaucoup plus que Stigler ne le suppose, à l'analyse savante qui en avait été préalablement faite.

La pensée savante exerce une influence sur les représentations des acteurs sociaux par maints canaux. Le moindre n'est pas celui du choix de l'observation. Comme en physique, en économie et sans doute en sciences sociales en général, ce sont les théories qui nous informent sur les faits à observer. Et les observatoires mis en place – qu'on pense aux comptabilités nationales développées dans tous les pays du monde après la Seconde Guerre mondiale – contraignent l'appréhension du monde social et influencent tant la pensée spontanée que la pensée savante.

Il y a deux autres canaux plus directs. Les hommes politiques dans les pays démocratiques sont souvent, disait Keynes, « prisonniers d'un économiste défunt ». Sans doute était-ce vrai autrefois, mais, aujourd'hui, il faut sans doute remplacer économiste défunt par économiste vivant. La médiation des grandes administrations économiques nationales et internationales accélère la diffusion de la pensée savante dans la sphère politique en même temps que, symétriquement, elle peut infléchir le travail universitaire dans le sens des préoccupations du politique. Il faudrait, à cet égard, faire une histoire détaillée des interactions entre les évolutions de la théorie et de la politique monétaire dans les années 50 à 70 aux Etats-Unis.

Enfin, *last but not least*, l'éducation, et ceci me rapproche de ma conclusion, puisque j'en viens aux préoccupations des étudiants ici présents. L'éducation constitue un apprentissage qui fournit une sélection de faits et de schémas intellectuels pour les appréhender. Elle utilise, du moins dans les bonnes institutions, les acquis de la pensée savante. Cet apprentissage, quelles que soient les remises en question et les contestations qu'il suscite, a un effet décisif sur l'appréhension future du monde et, donc, sur la dynamique à la fois de nos représentations et de nos actions. Si vous vous retrouvez plus tard dans le monde des affaires, ce sera le cas je présume pour nombre des étudiants présents, vous contribuerez, avec votre génération, à écrire une histoire inédite qui remettra en cause les représentations savantes... ce dont ceux qui se retrouveront dans le monde de la recherche, sans doute une minorité, auront à prendre acte. Dans tous les cas, vous développerez votre propre vision du monde, mais tant vos actions que vos représentations devront beaucoup aux logiciens que vos années d'éducation auront installés dans votre esprit.

Voilà, mon objectif était de livrer ces réflexions quelque peu arides à votre méditation. Vous tirerez vous-mêmes les conclusions qu'appelle cet exercice... un exercice dont j'espère qu'il aura contribué à vous donner le goût du plaisir âpre du travail intellectuel.